informations

CGT Comité Régional Occitanie

Comité Régional CGT Occitanie



Sommaire

Editorial 2
A la une
Activité Régionale
 IRHS



Dossier .

En direct des professions

Internationnal.....

 Georges Ibrahim Abdallah, un combattant communiste prisonnier depuis 38 ans en Occitanie !!!

Institut d'histoire 13

- L'âme du train jaune livré à l'histoire
- L'histoire se répète

A vos agendas 15

Formations IRT



Comité Régional CGT Occitanie

- 7, place du Fer à Cheval 31300 TOULOUSE Tél. 05 61 23 35 52
- 474, allée Henri II de Montmorency 34000 MONTPELLIER Tél. 04 67 15 91 74

回路探询

e-mail : cr@cgtoccitanie.fr site : http://crcgtoccitanie.reference-syndicale.fr/

N° 259 • Février 2022

Prix:I€

N° d'inscription à la CP 0221S05720 ISSN 1950-4926

Directeur de la Publication : Lionel Pastre

Conception et réalisation :

Comité Régional CGT Occitanie - 31300 TOULOUSE

Imprimé par le Comité Régional CGT Occitanie

31300 TOULOUSE

Editorial

Contre la guerre, Pour la paix immédiate!

'année 2022 démarre à peine que nous passons d'un fléau mondial (la pandémie au COVID) à une guerre en Europe. En effet, à l'heure où j'écris cet édito, la Russie a pris la lourde responsabilité d'envahir l'Ukraine et de déclencher une guerre qui va toucher des milliers de civils. La CGT condamne, comme elle l'a toujours fait, les menées impérialistes des grandes puissances, l'irresponsabilité des dirigeants qui font le choix des armes plutôt que du dialogue, les cadres d'alliance militaire dont l'OTAN qui représentent une menace permanente pour la paix et demande un cessez le feu immédiat! Une guerre n'a jamais aidé les plus fragiles, les plus pauvres! La priorité reste la paix! Partout, en Occitanie, comme sur l'ensemble du territoire national, des rassemblements ont lieu pour porter le soutien au peuple ukrainien et demander l'arrêt de cette tragédie humaine!

Sans transition aucune, quoique, puisque c'est toujours le capital qui façonne nos vies, qui les gouverne, les discriminations syndicales s'amplifient! Après une victoire, à Muret, après une forte mobilisation de la CGT, où le secrétaire des territoriaux de Muret, était menacé de sanctions, c'est au tour d'un camarade ariégeois d'être traduit en correctionnelle, pour « agression contre un policier ». Ces soi-disant faits reprochés auraient eu lieu avant le premier



confinement COVID, lors d'une manifestation contre la réforme des retraites. Il est important de rappeler que le camarade incriminé avait fini à l'hôpital, victime de coups! Là aussi, nous appelons à la **paix** pour les militants et demandons que cessent ces attaques incessantes contre les camarades de la CGT.

Enfin, la **paix**, les salariés de la SAM, à Viviez, aimerait l'obtenir. Ils ne demandent qu'à travailler en Aveyron. Le 100° jour de l'occupation de l'usine approche à grands pas! Et Renault, et les mandataires judiciaires n'ont eu de cesse que de mettre des bâtons dans les roues à une reprise de l'usine et de l'activité. Mais un repreneur lotois, MH Industries, a eu le courage de dire « j'y vais » et les négociations vont bon train. Le Comité régional CGT Occitanie, comme toute la CGT dans son ensemble, a toujours été derrière les salariés de la SAM et le restera jusqu'à la victoire finale, car la SAM vivra!

Il est intéressant de constater qu'il y a quand même un bouillonnement revendicatif dans nos départements avec de nombreuses entreprises en luttes, et souvent gagnantes, principalement sur les négociations salariales ou encore les conditions de travail. Plusieurs journées d'action nationales interprofessionnelles sont prévues, le 8 mars, le 17 mars, le 24 mars, avec en point de mire le 1er mai! Et partout, nous porterons le message de **paix** pour tous les salariés du monde entier!

Lionel PASTRE,

Secrétaire Régional CGT Occitanie



Appel Comité Confédéral National de la CGT

Les organisations de la CGT, réunies en Comité Confédéral National, les 8 et 9 février, ont fait le bilan des journées d'action émaillant la période et, en particulier, de la grève interprofessionnelle, du 27 janvier dernier permettant la convergence des revendications de toutes les professions partout en France.

Elles soulignent que ces actions appuyées, par les campagnes confédérales lancées depuis plusieurs mois sur les salaires et l'emploi, prennent de l'ampleur et sont de plus en plus ancrées dans les entreprises ou les services. Ces mobilisations constituent également un bon point d'appui pour renforcer la syndicalisation indispensable à la construction du rapport de force.

La question sociale est portée au premier rang des attentes des travailleurs et travailleuses du secteur public comme du privé, les privé.es d'emploi, les retraité.es, les jeunes en formation. Ils partagent une même priorité face à l'augmentation du coût de la vie: il faut augmenter les salaires, les pensions et les allocations.

Nous réaffirmons plus que jamais « pas de conquêtes sociales sans libertés syndicales ». Dans ce contexte, toutes poursuites à l'encontre des représentants et militants syndicaux, sanctions ou atteintes aux libertés de revendiquer et d'expression dans l'entreprise seront combattues et doivent être levées sans délai!

Remettre au cœur la question sociale est un impératif face à une campagne présidentielle que certains voudraient polariser par des thèmes nauséabonds et très éloignés des attentes du monde du travail. Le CCN réaffirme la nécessité de combattre sans relâche toutes les idées d'extrême droite mises en avant dans les propositions de trop nombreuses organisations politiques. Dans un moment où les discours bellicistes et impérialistes reprennent dans bien des régions du monde, la CGT, par ses valeurs assure son attachement inconditionnel à la paix.

Pourtant, c'est bien de social et de décisions politiques immédiates dont il y a besoin: augmenter immédiatement et significativement les salaires, le smic et dégeler le point d'indice ainsi que leur répercussion dans les classifications tout au long de la carrière professionnelle. Il faut porter le smic à 2000 euros brut rapidement, rétablir le lien entre le niveau de rémunération et de qualification.

Le gouvernement doit également mettre en place l'automaticité du relèvement des minimas de branche en dessous du smic et imposer l'ouverture de négociations



Appel Comité Confédéral National de la CGT



salariales dans le trimestre qui suit toute augmentation du smic afin de rétablir l'échelle mobile des salaires.

De nombreux débrayages, notamment lors des NAO ont permis également des avancées au niveau des entreprises.

Il faut maintenir et développer la pression envers un patronat qui ne veut pas céder mais est de plus en plus fragilisé. Les employeurs rencontrent, en effet, de plus en plus de difficultés à recruter aux conditions de rémunération et de travail et de contrats proposés. Il faut se saisir de cette situation pour agir sur les salaires mais aussi construire des bureaux d'embauche et favoriser le passage des travailleurs précaires en CDI. Il faut agir pour les localisations et relocalisations des entreprises industrielles, à l'instar des dernières avancées engrangées à Luxfer (63) ou La Chapelle Darblay (14) et, nous l'espérons bientôt à la SAM (12).

Les organisations du CCN soutiennent tous les salariés en lutte pour le maintien et le développement de l'emploi.

Contre la précarité et le chômage, en particulier des jeunes, la CGT exige des embauches pour un accès de toutes et tous à un emploi stable et à la protection sociale.

Les femmes sont fortement présentes dans les métiers mal payés, du lien, du soin, du commerce, souvent avec des contrats à temps partiels subis. Quel que soit leur métier, une constante les réunit, elles sont toujours pénalisées dans l'emploi. Il y a urgence à mettre en œuvre l'égalité notamment salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes. C'est ce que les salariés vont exprimer par la grève et l'action dès le 8 mars prochain, journée internationale de lutte pour les droits des femmes.

Alors que les salarié.es de l'action sociale et de la santé, avec leur syndicat CGT dénoncent la situation depuis des années, la sortie du livre « les fossoyeurs » connaît un écho retentissant. Il décrit l'ignominie résultant de la marchandisation de la perte d'autonomie des personnes âgées dans les ehpad des groupes Orpea et Korian. Cela illustre le bien-fondé de lutter pour le développement des services publics. La CGT exige d'ailleurs la fin du secteur lucratif. Dans le cadre de la sécurité sociale intégrale. Elle défend un service public de l'accompagnement à l'autonomie des personnes âgées ou en situation de handicap rattaché à la branche de l'assurance maladie.

Avec les retraités, elle réaffirme que les pensions de retraite doivent être au minimum à hauteur de 2000 euros. Ils manifesteront unitairement le 24 mars prochain pour obtenir satisfaction de leurs exigences sociales. L'accès à des services publics de proximité et de qualité est une urgence. Leur défense et leur renforcement est l'affaire de toute la CGT.

Les organisations du CCN s'engagent à poursuivre l'élévation du rapport de force tout au long du mois de février et d'en faire un mois actif de déploiement, de mise en visibilité des nombreuses mobilisations sectorielles et locales.

Elles décident de se saisir des 8 et 17 mars pour construire des journées de grève interprofessionnelles pour l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes et l'augmentation générale des salaires. D'ores et déjà, elles préparent un grand 1 er mai unitaire, et la construction, audelà de la période électorale, des luttes nécessaires à de nouvelles conquêtes sociales.

Saint-Denis, le 9 février 2022



Réunion Publique sur la Santé

Le 31 janvier et 1^{er} février 2022, L'Union Départementale CGT du Gers et l'UL de Vic-Fezensac ont invité le docteur Christophe PRUDHOMME, médecin urgentiste et Fédération Santé AS, pour animer une réunion publique sur la question : La santé, doit-elle relever du secteur public ou marchand?

Si la réponse apparaît simple pour des militants, elle devient plus compliquée à défendre sans le débat d'idée nécessaire à la construction de l'argumentaire. Les politiques néolibérales menées depuis trop longtemps, transportent avec elles, le message d'une unique solution de la prise en charge libérale. Mais il n'y a rien d'idyllique dans le monde de la finance et du capitalisme!

Le scandale ORPEA vient de tomber. Il met au jour ce que la CGT dénonce depuis des décennies. La Santé lucrative pèse douloureusement sur l'économie sans répondre aux besoins de la population. Pire même lorsque l'on regarde la prise en charge indigne des patients. Ici, les faits sont accablants.

La thésaurisation est mise au jour. « Les Thénardier » démasqués peuvent bien tenter une énième manœuvre médiatique pour regagner l'opinion publique, la trace olfactive de leur avidité mortuaire est désormais répandue pour longtemps. Avec eux, c'est tout un système qui apparait aux yeux de toutes celles et ceux qui oseront regarder cette lie. Le résultat est accablant: non seulement ils opèrent quotidiennement la saignée d'argent public, mais ils maltraitent les patients en épuisant les personnels qui s'en occupent. C'est un zéro pointé sur toute la ligne sociale à tel point que c'en est écœurant.

Heureusement, il y a des militants CGT. Lors de la réunion publique ce 31 janvier dernier, l'éclairage additionné à l'énergie communicative de Christophe PRUDHOMME ont atteint les objectifs. C'est plus de 90 personnes qui se sont réunies dans la salle du Mouzon à Auch (32) pour débattre de cette question et de l'actualité peu reluisante des EPHAD. Partant d'exemple concrets, C. PRUDHOMME démontre de



façon simple qu'il existe d'autres possibilités pour une prise en charge digne et pour une santé publique améliorée. Mieux même! La cohérence de l'investissement public dans des Services Publics de santé offriraient une organisation efficace. Les candidats de la véritable gauche aux élections présidentielles auraient bon nez de s'en saisir.

En sortant du modèle libéral capitaliste, il est très largement possible de répondre à la demande en faisant du très bon travail. Ici, dans un système gagnant/gagnant, nous retrouverions l'humanité de la prise en charge et là, l'épanouissement social utile au plus grand nombre. L'exemple de la Covid 19 a démontré clairement qu'un seul et unique secteur répond efficacement à la crise. La santé publique, même mise à mal par la technocratie lobotomisé des Agences Régionales de Santé, est la véritable et unique réponse aux besoins!

Le Docteur et militant Christophe PRUDHOMME est indiscutable dans ses propos. S'il faut une dernière raison pour vous convaincre de lire sa chronique hebdomadaire dans l'Humanité ou bien, d'aller l'écouter: sachez qu'il mène de front son activité professionnelle au plus près des urgences et de son activité militante à la CGT.

Pour la CGT du Gers, Eric CANTARUTTI



Scandale ORPEA: exigeons des moyens pour le grand âge

L'ouvrage « les fossoyeurs », dans lequel l'auteur, Victor Castanet décrit, à la suite d'une enquête menée durant 3 ans, la maltraitance dans les EHPAD privés lucratifs du groupe français ORPEA, fait la une de l'actualité.

L'ouvrage « les fossoyeurs », dans lequel l'auteur, Victor Castanet décrit, a la suite d'une enquête menée durant 3 ans, la maltraitance dans les EHPAD privés lucratifs du groupe français ORPEA, fait la une de l'actualité.

La CGT, depuis de nombreuses années, n'a eu de cesse de réclamer des moyens supplémentaires et notamment l'inscription d'une loi structurante sur le grand âge et l'autonomie qu'avait pourtant promis E. Macron en 2018 (promesse non tenue).

Depuis une dizaine d'années, les différents gouvernements qui se sont succédé, n'ont jamais pris en compte le vieillissement de la population comme un fait de société. Seul le gouvernement de M. Hollande a fait voter la loi « Adaptation de la Société au Vieillissement » fin 2015 en attribuant des faibles moyens pour le maintien a domicile et délaissant les EHPAD. Une étude du CREDOC avait estimé a 540 000 places supplémentaires les besoins en structures de soins.

Les retraités ont pourtant engagé de nombreuses luttes unitaires ces dernières années, en convergence souvent avec les personnels soignants des EHPAD, pour exiger ces moyens nécessaires et urgents. En exigeant 200000 embauches dans les EHPAD, cela aurait permis d'obtenir 1 soignant par résidant, comme le réclamait les personnels, alors que nous sommes à 0,63, en prenant en compte tous les personnels y compris administratifs (l'Allemagne est a 1,2).

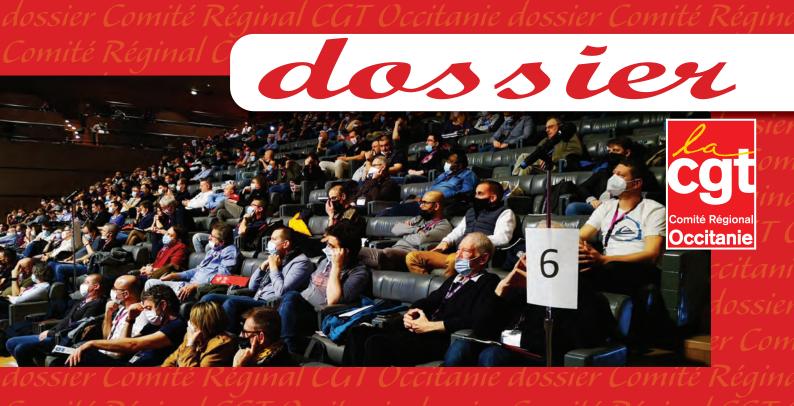
Le gouvernement a répondu a cette exigence par une véritable provocation, inscrivant seulement 10 000 embauches sur 5 ans dans la LFSS 2022. Comment, devant une telle situation, ne pas comprendre la détresse des personnels, confrontés a des dilemmes éthiques inhumains: rester dans un secteur en manque de moyens constants pour prodiguer des soins ou bien le quitter, alors même qu'il y a un manque de professionnels dans ces métiers.

Plutôt que de demander aux services de l'état de mener une enquête flash dans les meilleurs délais, certes nécessaire, la ministre Brigitte Bourguignon ferait mieux de répondre aux revendications que nous avons souvent exprimées:

- la mise en place d'un grand service public d'accueil et d'accompagnement global des personnes en perte d'autonomie;
- la prise en charge financière de l'autonomie dans la branche maladie de la Sécurifé sociale, financée par les cotisations sociales et non par l'impôt;
- la création de 200000 emplois dans les EHPAD et de 100000 emplois dans le secteur de l'aide a l'autonomie, permettant la mise en place de normes telles que des règles et seuils pour des repas de qualifé, de soins adaptés et des matériels a hauteur des besoins.

C'est ce que réclament, entre-autre, les retraités dans le cadre des manifestations unitaires a caractère régional le 24 mars.

NOUS EN AVONS ASSEZ DES PROMESSES.
NOUS VOULONS DES ACTES.
MANIFESTATIONS REGIONALES
LE 24 MARS A TOULOUSE ET MONTPELLIER



En direct des professions

42° congrès de la CGT Métallurgie à Montpellier du 31 janvier au 4 février

Ce congrès a vu son organisation largement perturbé par l'arrivée de la COVID-19. Reporté d'un an, il a pu se tenir avec des mesures sanitaires strictes. Malgré ces difficultés, c'est près de 500 congressistes qui ont pu discuter (quelquefois échanger, fortement) et s'engager sur des orientations pour les 3 ans à venir. L'exposition industrielle a pu se tenir avec la participation de l'AR2i Occitanie (association régionale interindustrielle Occitanie) et la visite du vice-président de la région à l'industrie, Jalil Benabdillah.

3 tables rondes ont fait l'objet de nombreuses prises de paroles:

Construire la CGT dont les salariés ont besoin:

les débats ont montré la nécessité de renforcer la CGT envers les jeunes, les femmes et les ICT; être le syndicat du carreau cassé en même temps que celui de la transformation sociale; inclure les sous-traitants dans l'activité du syndicat pour qu'il n'y ait plus de zone de non-droit; insister sur la formation syndicale pour que les syndiqués puissent décider et agir.

Quels droits dignes du XXI^e siècle:

l'accent a été mis sur la dernière ligne droite de la négociation du dispositif conventionnel de la métallurgie. En effet, l'UIMM avait fixé la signature de six ans de négociation pendant la semaine du congrès. A la suite de plusieurs mobilisations, l'UIMM a reculé sur quelques points tels que le maintien de la prime d'ancienneté ou les jours de carence, mais c'est une remise en cause totale des droits des salariés acquis depuis 1975. Lors d'une séance à huit clos (tous les débats étaient retransmis en direct sur la chaîne youtube), les congressistes ont rejeté unanimement la signature de la CGT à cet dispositif conventionnel qui rentrera en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

L'industrie libéré de la finance:

les plans de licenciement se sont

En direct des professions

...suite...

multipliés dans la dernière période qui s'inscrivent dans une baisse continue de l'emploi industriel: perte de 36 % des effectifs depuis 1989, soit une perte d'1 million de salariés qui relèvent de la convention métallurgie. Les intérimaires ont payé le prix fort de ces pertes d'emplois, tandis que les entreprises du CAC40 n'ont jamais fait autant de profit, y compris pendant la pandémie. La question de l'augmentation des salaires devient d'autant plus légitime avec des revendications de

plus de 5 % d'augmentation générale. Les débats ont porté sur la situation de la filière automobile et du rapport donneur d'ordre et sous-traitant, avec des difficultés pour avoir des contacts syndicaux et pouvoir mener des luttes ensemble DO et ST. Les congressistes ont évoqué la loi des GM & S qui instaure une responsabilité des donneurs d'ordre sur l'ensemble de la chaîne de sous-traitance.

Je suis intervenu dans ce débat pour inviter à réinventer un imaginaire de l'industrie compatible avec les enjeux environnementaux et s'il le faut en passant par des nationalisations et réquisitions.

Un moment particulier a ému l'ensemble du congrès lors du duplex en visio avec les camarades de la SAM, qui ont pu exprimer leur colère et leur détermination, et ont été ovationné.

Le congrès a voté une nouvelle équipe resserrée de 60 camarades, dont 4 de la région occitanie: Simon SINGLA (référent métaux occitanie), Michel MOLESIN (membre du bureau fédéral), Norbert CORDRAY (référent branche du froid) et Frédéric FERRAN (pour les services de l'auto).

Extraits des engagements de la FTM-CGT: Impulser des plans de formation syndicale, franchir une nouvelle étape dans l'évolution des USTM et animations régionales, la place des jeunes dans l'organisation, atteindre les 70000 adhérents au prochain congrès, un droit de véto pour les CSE sur les questions de l'emploi et la stratégie de l'entreprise, la remise en place des CHSCT, le soutien à la proposition de loi des GM & S, la poursuite des échanges avec le monde associatif, amplifier le travail avec les fédérations de l'industrie et l'ensemble de la CGT, sauvegarder l'outil de production par la réquisition y compris en passant par la nationalisation si nécessaire.

Le congrès s'est conclu sur l'appel à la mobilisation du 8 mars.



Xavier PETRACHI, délégué Airbus Operations retraité

ossier Comité Réginal CGT Occitanie dossier Comité Régin

l CGT Occitanie dossier Comité Réginal CGT Occitanie dossi Iccitanie dossier Comité Réginal CGT Occitanie dossier Comi Indossier Comité Réginal CGT Occitanie dossier Comité Régin

Pour que vive LA SAM (12)!

Le Comité régional CGT Occitanie, réuni hier en bureau régional, tient à amener tout son soutien aux salariés de la SAM, à Viviez.

En effet, en démarrant la réunion, nous avons appris qu'un nouvel acte de provocation était en cours devant l'usine. Les mandataires judiciaires, au nom de la sécurité de l'usine, mais surtout au nom des dépenses énergétiques, ont demandé l'arrêt des fours et ont envoyé des huissiers sur place.

Alors qu'une procédure de reprise de l'usine est en cours de discussion, ils ne trouvent rien de mieux que de remettre de l'huile sur le feu!

Depuis le début, ces mandataires n'ont prouvé que leur volonté d'enfoncer un peu plus les salariés dans la souffrance, le désarroi et la précarité.

Ils ont fait montre de talents d'incompétence insoupçonnés (mais est-ce de l'incompétence ou des erreurs sciemment faites?) tant en matière d'erreurs sur le paiement des soldes de tout compte pour l'ensemble des salariés, de bulletins de maintien des garanties non transmis pour la couverture maladie pour l'ensemble des salariés, de documents légaux non remis à l'ensemble des salariés dans le cadre de leurs licenciements, mettant en situation précaire certains salariés. De plus, cette incompétence est la fermeture accentuée par



« exceptionnelle » du standard téléphonique. Les représentants du personnel comme les salariés de la SAM sont dans l'impossibilité de les joindre depuis une semaine.

Mais là où ils sont très forts, c'est sur le domaine de la provocation et de rallumer constamment les flammes d'un brasier sous-jacent, malgré les injonctions de la préfète de l'Aveyron à calmer le jeu pour reprendre un dialogue constructif!

Il est toujours important de rappeler que les salariés de la SAM se battent pour juste avoir le droit de travailler! Et ces mandataires sont le véritable frein à l'évolution positive de ce dossier de reprise! Ils exacerbent la colère des salariés et cherchent à les pousser à la faute! Le Comité régional CGT Occitanie sera aux côtés des salariés jusqu'au bout, jusqu'à la victoire et l'issue positive de ce conflit et de cette situation qui n'ont que trop duré... N'en déplaise aux mandataires judiciaires, qui ne sont en fait que des liquidateurs judiciaires!

Le rassemblement du mercredi 2 mars devant la Sam, doit être à nouveau l'occasion d'exprimer tous ensemble notre volonté pour que vive la SAM!

> Communiqué de presse du Comité Régional CGT Occitanie Toulouse, le 25 février 2022

> > --/--

En direct des professions

...suite...

Nouvelle attaque contre les libertés syndicales en Ariège

Christian Sabatier, militant du syndicat CGT d'Aubert et Duval est accusé de violences à l'égard de policiers alors qu'il a été matraqué jusqu'à être hospitalisé.

Les faits se sont produits lors d'une manifestation interprofessionnelle contre la réforme des retraites le 3 mars 2020. Il ne faisait que s'interposer, avec d'autres militants lors d'une interpellation policière que nous avons jugée disproportionnée et violente. Des organisations syndicales ont déposé plainte pour violences policières, Aujourd'hui, le Procureur de la Répu-

blique a fait le choix de n'instruire que la plainte du policier!

Le gouvernement d'Emmanuel Macron s'en est pris, depuis 2017, à l'ensemble des droits des salariés:

- casse du Code du travail avec des ordonnances réformant le droit du travail dans le sens des intérêts du patronat
- réforme des barèmes prud'homaux, en défaveur des salariés
- atteintes aux institutions représentatives du personnel, les CSE remplaçant les Comités d'entreprise, ce qui aboutit à la suppression des Comités d'Hygiène, Sécurité et Conditions de Travail.

Depuis la crise sanitaire, l'état d'urgence (toujours en vigueur) constitue une entrave au droit de manifester, la Loi Sécurité globale portant atteinte au droit d'expression. La CGT y est opposée, comme elle dénonce le pas sanitaire.

Ce gouvernement protège les possédants, les actionnaires qui n'ont jamais autant augmenfe leurs fortunes qu'en 2021! Ceci alors que les salariés, les jeunes, les retraités ont tant de mal à vivre dignement.

Les militants de la CGT, qui revendiquent l'augmentation du Smic à 2000 euros, des salaires et des pensions, qui se battent pour la réduction du temps de travail à 32 heures, qui exigent le respect des privés d'emploi en demandant l'annulation de la réforme de l'assurance chômage, proposent une autre répartition des richesses produites par le travail : voilà ce qui ne plait pas au pouvoir, voilà ce qui dérange!

C'est pourquoi, comme Christian Sabatier, ils sont attaqués, trainés en justice. D'autres militants de la CGT ont été menacés, inquiétés; dans le secteur public également, notamment à l'hôpital.

Ces défenseurs intransigeants du droit à revendiquer, nous devons toutes et tous être à leurs côtés, POUR DEFEN-DRE NOS PROPRES DROITS ET CEUX DE TOUS LES SALARIES

Stop à la violence policière, Stop à l'injustice de classe.





Georges Ibrahim Abdallah, un combattant communiste prisonnier depuis 38 ans en Occitanie !!!

Il y a 41 ans c'était la guerre civile au Liban. Les troupes françaises et Etats-Uniennes débarquent au Liban et mettent en place un régime « bidon » dirigé par les Phalangistes, alliés du gouvernement d'Israël. Leur objectif: chasser les Palestiniens du Liban.

Les Palestiniens, expulsés de leur terre après la Nakba¹, ont dû s'exiler dans des pays voisins. (Jordanie, Syrie, Liban...): ils étaient et sont toujours aujourd'hui réfugiés dans des camps. Au Liban, les Phalangistes, appuyés par l'armée israélienne, ont investi, par la force, les camps palestiniens causant de milliers de morts (massacres, entre autres, de Sabra et Chatila). Les Fractions Armées Révolutionnaires Libanaises (FARL) décident « d'exporter » leur résistance à l'extérieur du Liban. Dans leurs actions de libération, elles revendiqueront, l'assassinat du lieutenant-colonel Charles R. Ray, attaché militaire américain et de la CIA à Paris (le 18 janvier 1982), et de Yacov Barsimentov, diplomate israélien membre du Mossad les services secrets Israéliens, (le 3 avril 1982). Les FARL décrivent ces attentats comme des actes de résistance à une agression militaire, le Liban faisant alors face à une invasion israélienne appuyée par les États-Unis.

Dès lors, les FARL sont accusées de terroristes et pourtant elles n'ont fait que leur devoir en résistant à l'occupation de leur pays par Israël. Accuser les FARL de terroristes nous rappelle les heures sombres de notre histoire où toutes celles et tous ceux qui résistaient à l'occupant allemand étaient traités de terroristes! Sans oublier les membres du groupe Manouchian décrits comme « l'Armée du crime »!

Arrête à Lyon Georges Ibrahim Abdallah est condamné dans un premier temps à quatre ans de prison, pour détention d'armes et de faux papiers.

Puis il est à nouveau jugé par la cour d'assises spéciale pour complicité d'assassinat le 28 février 1987. Lors de son procès, alors qu'il n'a pas participé personnellement aux actions, Georges justifiera l'action des FARL qui se battent contre l'occupation du Liban et de la Palestine La justice le



Georges Ibrahim Abdallah, un combattant communiste prisonnier depuis 38 ans en Occitanie !!! ...sutte...

condamnera finalement à la perpétuité. Lors de ce procès, Abdallah déclare: « Si le peuple ne m'a pas confié l'honneur de participer à ces actions anti-impérialistes que vous m'attribuez, au moins j'ai l'honneur d'en être accusé par votre cour et de défendre leur légitimité face à la criminelle légitimité des bourreaux ».

Aujourd'hui, Yves Bonnet qui dirigeait alors la DST, reconnaît que Georges n'était pas coupable et que les preuves ont été fabriquées! Libérable depuis 1999, Georges reste prisonnier en dépit des avis favorables de la justice! La France joue le sinistre rôle de « cerbère » des USA et d'Israël. Ces derniers lui imposent leur politique de vengeance. La France, avec la circulaire Alliot- Marie et la loi Maillard, essaie de criminaliser l'antisionisme et la campagne BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanction), mouvement initié par la société Palestinienne. La France, dont les dirigeants répètent à l'envie « République », « Fraternité », et qui donnent des leçons sur les « droits de l'homme », doit libérer notre camarade, ce combattant internationaliste: Georges Ibrahim Abdalla.

Et nous, adhérent(e)s de la CGT, nous nous retrouvons dans les combats de Georges. Rappelons-nous, la CGT et ses militants, étaient en première ligne contre l'occupant nazi et contre les guerres d'Indochine et d'Algérie. Les anciens se souviennent d'avoir fait des manifs contre le coup d'état au Chili (1973), d'avoir fait grève pour soutenir les travailleurs anglais en lutte contre « la Dame de fer » Tatcher (1984),

d'avoir manifester maintes fois pour N. Mandela jusqu'à sa libération (1990) et plus près de nous contre la guerre en Irak qui a débuté en 2003...

La CGT se veut « internationaliste », alors reprenons le flambeau des questions et luttes internationales. Nous devons soutenir les peuples qui luttent pour leur dignité, le peuple palestinien pour ses droits et contre l'occupant israélien C'est aussi le combat de Georges! 38 ans en prison au « pays des droits de l'homme ». C'est insupportable! Il est grand temps que toutes les personnes éprises de justice et de liberté se fassent entendre!

Le Comité Régional Occitanie réfléchit et proposera une initiative régionale pour continuer le combat et que GEORGES IBRAHIM ABDALLAH soit enfin libre!!!

Lina DESANTI

1- « La Nakba (catastrophe) n'est pas un évènement, mais le processus qui continue aujourd'hui: l'expulsion des Palestiniens de leur terre. ».



L'âme du train jaune livré à l'histoire

Les archives des luttes pour le train jaune ont été remise à l'Institut d'histoire CGT. Ce fur un moment fort de la lutte pour la mémoire ouvrière, mais plus encore.

Le cœur de la CGT était là:

- Jean Alvarez, président de l'IHS CGT 66, Alain Raynal, président de l'IRHS CGT Occitanie;
- Gilbert Garrel, président de l'IHS CGT national;
- Julien Berthelemy, secrétaire général de la CGT 66;
- Gisèle Vidalet, du Comité régional de la CGT Occitanie;
- Laurent Brun, secrétaire général de la CGT Cheminots;
- Frédéric Roy, pour la CGT Cheminots de Villefranche;
- · Liberti Jofre, CGT Cheminots;
- Serge Bastide, CGT retraités Cheminots des PO;
- Maurice Samson, de l'IHS CGT Cheminots.

Et ce fut sans compter la présence de Jean-Luc Gibelin, représentant les élus régionaux, Monique Guerrero, présidente du comité d'usagers du train jaune ainsi que Georges Bartoli qui a mis son talent d'artiste photographe au service de la lutte pour le train jaune, avec nos excuses pour celles et ceux que nous oublierions.

Nous avons pu apprécier la force de l'exercice de mémoire, comme le fit Liberti Jofre quand il évoqua « les machines Fiterman » dans le cadre du rapport de force instauré dans les années 1980 et lorsqu'il rappela que « ce sont des travailleurs étrangers qui ont réalisé l'essentiel des travaux de construction des infrastructures ».

Ce fut en effet une lutte exemplaire et courageuse, certains cheminots ayant été sanctionnés. Maintenir en vie le train qui passe sur des ouvrages d'art exceptionnels et qui fait le lien entre les populations était et est toujours un combat de tous les instants. La victoire est là, mais la lutte doit continuer pour que ce train ne soit pas seulement un train touristique mais un VRAI train qui puisse mette en lien les populations des cités qu'il dessert, avec des prix attractifs et suffisamment de rotations pour fidéliser et pérenniser les lignes.

Autant dire que le rôle de l'IHS CGT est essentiel pour permettre de garder la mémoire de ces combats tout en mettant à la disposition de celles et ceux qui s'y intéressent un bel exemple du « ne rien lâcher ». Il s'inscrit en appui des luttes pour un service public des transports digne de se nom, moderne autant qu'humain, qui doit réapprendre à promouvoir les dites « petites lignes » existantes et en recréer d'autres.

Yvon Huet







L'histoire se répète

Un petit rappel historique qui nous dit que les épidémies ou pandémies n'ont rien de nouveau pour les êtres humains, elles restent néanmoins de graves menaces.

Jean-Baptiste Noé, historien, nous parle d'épidémie ou de pandémie; mais laquelle et à quelle date?

Les services de santé furent débordés par le nombre de malades. Il fallut créer des hôpitaux de fortune, dans des tentes et des baraquements, pour pouvoir accueillir les victimes: près de 40 % de la population fut touchée par ce virus, avec un taux de mortalité de 5 %. Non seulement le taux de mortalité fut plus élevé que pour une grippe classique, mais, du fait de sa forte contagion, beaucoup plus de personnes furent atteintes par le virus. D'où l'insuffisance des services sanitaires et des mesures drastiques prises en matière d'hygiène: port obligatoire d'un masque dans les transports, surveillance accrue des populations à risque. La grippe engendra également des complications médicales. Beaucoup moururent des suites d'une pneumonie ou d'une complication bactériologique due à l'affaiblissement des défenses immunitaires.

Ah, pardon! Il ne s'agit pas de Covid 19!

L'épidémie de grippe qui a touché l'Europe et le monde durant l'hiver 1918-1919 et au-delà (elle sévit en deux vagues meurtrières, l'une de mi-septembre à décembre 1918, l'autre de février à mai 1919) est la plus importante des pandémies mondiales. Elle a causé la mort de plus de 60 millions de personnes, ce qui en fait à ce jour l'épidémie la plus mortelle, devant la peste noire au XIVe siècle. Du fait des moyens modernes de communication, elle s'est abattue sur tous les continents et a touché tous les types de populations. On l'appelle « grippe espagnole » parce que

l'Espagne est l'un des rares pays à avoir parlé de cette maladie. Les autres ne l'ont pas évoquée, du fait de la censure qui sévissait encore en Europe. Pourtant, cette épidémie n'est en rien espagnole.

Les conséquences à long terme furent également très importantes. Les médecins constatèrent l'affaiblissement des organismes, si bien que de nombreuses personnes décédèrent dans la décennie suivante des suites du virus, notamment des femmes lors de leur accouchement. C'est pourquoi les recherches les plus récentes estiment à presque 100 millions les morts causés sur le long terme par cette épidémie.

Cela s'explique par une médecine moins performante qu'aujourd'hui (pas d'usage des antibiotiques), par une moindre couverture sanitaire (pas de Sécu) et une désorganisation des pays d'Europe en raison des destructions de la guerre.

Deux paradoxes:

- Aujourd'hui les progrès de la médecine sont sans commune mesure avec les connaissances et les outils d'il y a un siècle, mais les attaques incessantes contre la protection sociale, les hôpitaux et les moyens humains nous replongent dans des situations parfois proches.
- 1919 à vue une montée en flèche de la syndicalisation, des conflits avec des victoires importantes pour les salarié(e)s, une forte poussée des idées révolutionnaires, progressistes... et 2019 ? Il y a du retard à l'allumage... mais la braise couve!

L'Institut d'Histoire Sociale CGT d'Ariège



Formation IRT:

Crise du capitalisme Les 7 et 8 mars 2022 à Toulouse.

Quelles sont les causes systémiques de la crise du capitalisme ?

Quel rôle jouent les inégalités dans cette crise?

Il s'agit de comprendre le système dans lequel nous évoluons et ancrons notre action. Suffit-il de sortir de la crise du capitalisme comme le propose l'idéologie dominante ou devons-nous sortir du capitalisme ?

Avec quelles ruptures dans ce cas et sur quelles alternatives?

La bataille idéologique et le pouvoir des mots Les 29 et 30 mars 2022 à Montpellier.

Dans la défense des intérêts matériels et moraux des salarié.es, les syndicats de la CGT n'ont pas seulement à unifier le salariat, à formaliser les revendications, à conduire les luttes contre le patronat et les gouvernements libéraux, ils doivent aussi mener la bataille des idées. A ce stade, plusieurs questions se posent. Le langage est-il un outil d'échanges ou un outil au service de la pensée dominante ? Par exemple, à quelle vision du monde renvoie les notions de cotisations sociales ou de charges sociales, de collaborateurs ou d'exploités ? Comment le capitalisme parvient-il à dévoyer à son profit le sens des mots ? Quel est le pouvoir des mots et quelles articulations y-a-t-il entre pratiques et langage ? Le langage transforme-t-il les pratiques ou est-il le reflet des pratiques ? Cette session de formation vise à mettre en cause l'apparente légitimité de l'idéologie dominante. Il s'agit de rétablir le sens des mots au service de l'émancipation individuelle et collective.

Les Scops, quels enseignements? Les 16 et 17 mai 2022à Toulouse

La CGT a contribué à créer plusieurs Scop en France en réponse à des menaces de fermetures d'entreprise: Scop-Ti, Hélio Corbeil (91)...Après une décennie de fonctionnement, quel bilan peut-on tirer de ces expériences en termes d'action syndicale face aux restructurations économiques? Nous pourrons nous interroger tout autant sur le bilan économique que social, mais aussi sur les enjeux qui émergent de ces expériences en termes de démocratie sociale.

Les 8 et 9 juin 2022 à Montpellier.

La valeur travail, c'est quoi ? Le travail est-il une valeur ou est-ce la force de travail qui a une valeur ? Le travail libère-t-il... ? A travers ces questions, on voit que la notion de valeur, concept philosophique, religieux, politique, économique, moral, est fondamentalement ambivalente puisqu'elle indique à la fois une qualité, un jugement en fonction d'une norme et une mesure, un prix. La notion de travail est tout aussi ambivalente car d'un côté le travail permet l'accès à la socialisation, de l'autre il se situe dans une logique marchande. Il est à la fois produit d'un grand mouvement historique d'émancipation et d'un mouvement économique d'aliénation. Cette session de formation vise à développer une réflexion critique sur l'état réel du travail, ses transformations et son fonctionnement en ce début de XXIe siècle. Il s'agira de se demander au service de qui est l'usage de la valeur travail et de tracer des perspectives d'action syndicale pour combattre la subordination des salarié.es.

Association de l'eisirs Tourisme Social





• Une association de Tourisme de proximité à votre écoute

• La mutualisation des activités pour un Prix Adapté

• Des vacances de qualité pour tous, au juste prix (locations, villages vacances)

• Des vacances en famille et en groupe

• Des vacances adaptées à vos envies et vos besoins: une autre façon de voyager

• Un service billetterie à tarifs préférentiels

• Un tourisme à taille humaine, privilégiant les acteurs issus de l'économie sociale et solidaire locale.

 Locations, villages vacances: aux tarifs collectivités

· Cinéma, concerts, parcs de loisirs, musées en Occitanie

à tarifs réduits

• Réduction jusqu'à 40 % sur les forfaits ski dans les Pyrénées, les Alpes, le Jura...

• Une assurance sports et loisirs incluse dans l'adhésion

en Occitanie

Nîmes

tourismeloisirslr.com Tél. 0466672920

Toulouse

www.tlcmp.fr Tél. 0561298329